

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205225]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conduites directes de gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 29, § 2, modifié par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'avis n° CD-18111-CWaPE-1822 de la Commission wallonne pour l'énergie, donné le 11 décembre 2018;

Vu le rapport du 16 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis 18.10 du pôle « Energie », donné le 20 décembre 2018;

Considérant que la notion de conduite directe est une exception par rapport à l'obligation de raccordement au réseau et que l'objectif premier d'une conduite directe ne peut être la suppression ou la diminution de la capacité existante de raccordement aux réseaux;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 19 décembre 2002 : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2° le demandeur : toute personne physique ou morale qui introduit une demande auprès de la CWaPE, en vue de la construction d'une conduite directe ou de la régularisation d'une conduite directe existante;

3° le site de production isolé : le site de production qui soit :

a) n'est pas raccordé au réseau de distribution ou de transport;

b) nécessite un renforcement du raccordement existant ou du réseau de distribution ou de transport;

c) est situé sur le même site que le client qu'il alimente ou qui est destiné à être alimenté en gaz;

4° le client isolé : le client qui n'est pas raccordé au réseau de distribution ou qui nécessite un renforcement du raccordement existant ou du réseau de distribution ou de transport, ou qui est situé sur le même site que le site de production qui l'alimente ou est destiné à l'alimenter en gaz;

5° l'entreprise de stockage : l'entreprise de gaz qui détient ou exploite une installation de stockage;

6° l'installation de stockage : une installation utilisée pour le stockage de gaz naturel ou compatible, sous forme gazeuse ou liquide, à l'exclusion de la partie utilisée pour des activités de production, de distribution ou de transport.

CHAPITRE II. — Critères d'octroi

Art. 2. Le demandeur personne physique est, tant lors de l'introduction de la demande qu'après l'octroi de l'autorisation de construction de la conduite directe, domicilié et réside effectivement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

Si le demandeur est une personne morale, celle-ci est constituée conformément à la législation belge ou celle d'un des Etats visés à l'alinéa 1^{er} et dispose, en Belgique ou dans un de ces Etats, d'une administration centrale, d'un principal établissement ou d'un siège social dont l'activité présente un lien effectif et continu avec l'économie belge ou celle d'un des Etats précités.

Art. 3. § 1^{er}. Tout demandeur dispose, tant lors de l'introduction de la demande qu'après l'autorisation de construction de la conduite directe, de capacités techniques suffisantes à l'exercice des activités visées par la demande. La conduite directe est soumise aux prescriptions applicables du règlement technique.

§ 2. Afin de permettre la vérification de ses capacités techniques, le demandeur fournit les documents suivants :

1° une description des moyens techniques envisagés pour la construction et l'exploitation de la conduite directe, ainsi que la durée d'exploitation envisagée;

2° les moyens mis en œuvre conformément aux dispositions du règlement technique, notamment en vue d'assurer la sécurité de la conduite directe;

3° tout autre document de nature à démontrer qu'il dispose de capacités techniques suffisantes à l'exercice des activités visées par la demande, ces documents sont fournis d'initiative par le demandeur ou à la demande de la CWaPE.

§ 3. S'il envisage de se faire assister ou de sous-traiter l'exploitation de la conduite directe, le demandeur transmet à la CWaPE la copie du contrat conclu avec la personne physique ou morale en question.

Le cocontractant du demandeur apporte les éléments de preuve visés aux paragraphes 1^{er} et 2.

§ 4. Le demandeur ou son sous-traitant se couvre pour les risques en matière de responsabilité civile engendrés par la nouvelle conduite directe, sur base des critères généralement appliqués par les entreprises d'assurances.

Art. 4. § 1^{er}. Le demandeur justifie la construction d'une conduite directe ou la régularisation d'une conduite directe au moyen d'une note motivée reprenant sa situation et les arguments permettant d'attester que la conduite directe remplit les conditions visées aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Le demandeur démontre que la conduite directe pour laquelle il demande l'autorisation constitue soit :

1^o une canalisation de gaz naturel ou compatible reliant un site de production isolé à un client isolé;

2^o une canalisation de gaz naturel ou compatible qui permet à un producteur de gaz ou une entreprise de stockage d'approvisionner directement ses propres établissements, filiales, sociétés liées et clients.

§ 3. Outre la condition visée au paragraphe 2, le demandeur justifie que la conduite directe rencontre l'une des hypothèses suivantes soit :

1^o la conduite directe se situe intégralement sur un seul et même site, constitué d'un ou plusieurs terrains contigus, lorsque le demandeur est titulaire de droits réels sur ledit site et la conduite pendant la durée réelle d'amortissement de l'installation de production ou de stockage, telle qu'approuvée par la CWaPE;

2^o le demandeur s'est vu refuser l'accès au réseau ou ne dispose pas d'une offre de raccordement au réseau public à des conditions techniques et économiques raisonnables;

3^o la conduite directe est raccordée à un réseau fermé professionnel autorisé.

Une conduite directe est considérée comme techniquement et économiquement raisonnable au sens de l'alinéa 1^{er}, 2^o, lorsqu'elle correspond à l'une des hypothèses suivantes :

1^o la conduite directe ne dépasse pas la moitié de la longueur totale des tuyaux requis pour raccorder un client final isolé au réseau de distribution, lorsque la longueur des tuyaux susmentionnés totalise au minimum cinq cents mètres et que cette conduite est posée sur un ou plusieurs terrains contigus sur lesquels le demandeur est titulaire d'un droit réel, le cas échéant traversés par le domaine public;

2^o le coût de la conduite directe, attesté par devis certifié sincère et véritable, est inférieur de moitié au moins au coût de raccordement au réseau mentionné dans l'offre du gestionnaire de réseau, en ce compris, pour cette dernière et le cas échéant, la participation au coût de l'extension du réseau, complété des surcoûts induits pour permettre l'injection conforme aux spécifications du réseau, et que la conduite est posée sur un ou plusieurs terrains contigus sur lesquels le demandeur est titulaire d'un droit réel, le cas échéant traversés par le domaine public;

3^o la conduite directe pour laquelle le gestionnaire de réseau constate, par une note motivée, que le raccordement au réseau est techniquement déraisonnable.

Concernant l'alinéa 2, 2^o, il n'est pas tenu compte des subsides et autres avantages éventuels contenus dans l'offre du gestionnaire de réseau pour comparer celle-ci au coût brut de la conduite directe.

Lorsque l'aménagement d'une conduite directe visée à l'alinéa 2 nécessite de traverser le domaine public, le demandeur dispose de l'autorisation d'occupation du domaine public délivrée par l'autorité compétente concernée. Le cas échéant, cette autorisation est jointe aux documents visés à l'article 3, § 2, du présent arrêté.

§ 4. N'est pas considérée comme conduite directe et ne nécessite donc pas d'autorisation :

1^o la conduite requise en situation d'autoproduction lorsque le producteur est titulaire de droits réels sur tout le site, constitué de terrains contigus, traversé par celle-ci, en ce compris les situations de tiers investisseurs ou de location de l'installation de production;

2^o le raccordement temporaire qui n'excède pas six mois.

§ 5. Lorsque la qualification de conduite directe résulte d'une scission du site d'autoproduction visé au paragraphe 4, 1^o, ou d'un démembrement du droit de propriété sur celui-ci au profit de plusieurs personnes physiques ou morales, une demande de maintien de la conduite directe est adressée à la CWaPE par le propriétaire de celle-ci, ou par la personne titulaire d'un droit réel sur celle-ci, dans un délai de trois mois à dater de la scission ou du démembrement du droit de propriété. La demande est accompagnée d'une note démontrant que les opérations de scission ou de démembrement ayant mené à la qualification de conduite directe sont justifiées par des considérations économiques ou stratégiques distinctes des avantages tirés à l'origine de l'application du paragraphe 4, 1^o.

CHAPITRE III. — Procédure d'octroi

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'autorisation relative à la construction d'une nouvelle conduite directe ou à la régularisation d'une conduite directe existante est envoyée en un exemplaire par recommandé ou déposée contre remise d'un accusé de réception au siège de la CWaPE et, le cas échéant, envoyée par courrier électronique.

Le demandeur joint à la demande tous les documents attestant ou certifiant qu'il satisfait aux critères d'octroi visés au chapitre 2.

§ 2. Lors de l'introduction de la demande, le demandeur verse sur le compte de la CWaPE une redevance d'un montant de 500 euros indexé annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation, en le multipliant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année civile précédant la date d'introduction de la demande et en le divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2018.

Art. 6. § 1^{er}. La CWaPE vérifie si tous les documents nécessaires à l'examen de la demande sont en sa possession et envoie un accusé de réception au demandeur.

Si la demande doit être complétée, la CWaPE en avise le demandeur par recommandé dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande. Elle précise les informations complémentaires souhaitées et fixe un délai, qui ne peut excéder, sauf justification dûment motivée et acceptée par la CWaPE, vingt et un jours, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

§ 2. Sur la base des critères visés au chapitre 2, la CWaPE vérifie si la demande est recevable.

Lorsque la CWaPE estime la demande non-recevable, elle en informe le demandeur par recommandé dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande ou des compléments obtenus en application du paragraphe 1^{er}. Elle précise les raisons pour lesquelles elle considère la demande non justifiée et fixe un délai de trente jours maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par recommandé ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWaPE entend le demandeur qui en fait la requête.

Art. 7. Dans l'hypothèse visée à l'article 4, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, lorsque la demande est déclarée recevable, la CWaPE consulte le gestionnaire de réseau qui vérifie s'il n'y a pas d'autres alternatives techniquement et économiquement raisonnables. Le gestionnaire de réseau notifie son avis dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis de la CWaPE.

La CWaPE notifie au demandeur sa décision d'autorisation ou de refus de la conduite directe par recommandé dans un délai de soixante jours prenant cours à la date de réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visés à l'article 6.

La CWaPE informe l'Administration et le gestionnaire de réseau de sa décision.

L'autorisation est délivrée pour la durée d'exploitation de la conduite directe.

CHAPITRE IV. — Révision, retrait, démantèlement

Art. 8. § 1^{er}. Toute modification d'une conduite directe autorisée par la CWaPE fait l'objet d'une demande de révision de l'autorisation pour autant que la modification concerne :

- 1^o un changement significatif de tracé;
- 2^o une augmentation de la pression maximale de service ou du débit nominal;
- 3^o une modification significative du mode de pose, aérien ou souterrain, des supports ou du nombre, de la nature ou de la section de conduites;
- 4^o une situation visée à l'article 11.

§ 2. La demande relative à la modification est introduite et traitée conformément aux dispositions du chapitre 3, à l'exception de l'article 5, § 2.

Toutefois, lorsque la demande de révision porte sur un élément visé à l'article 11, alinéa 1^{er}, 2^o, la procédure de consultation du gestionnaire de réseau visée à l'article 7, alinéa 1^{er}, est remplacée par une simple notification de la CWaPE à celui-ci.

Art. 9. § 1^{er}. Les droits attachés à l'autorisation prennent fin par retrait de ce titre pour cause soit :

- 1^o de déchéance;
- 2^o de renonciation du titulaire.

§ 2. Lorsque la CWaPE constate que les conditions mentionnées dans l'autorisation ou les obligations du titulaire visées au chapitre 5 ne sont pas remplies, elle met le titulaire de l'autorisation en demeure de se conformer à ces conditions ou obligations, par recommandé, et de lui adresser un dossier contenant les éléments probants, dans un délai de nonante jours.

Après réception du dossier susvisé ou, à défaut, à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, la CWaPE statue quant à l'éventuel retrait de l'autorisation ou l'adaptation des conditions de l'autorisation.

§ 3. Toute demande de renonciation à l'autorisation est adressée à la CWaPE qui statue dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande. Son acceptation est subordonnée à l'exécution des mesures visées à l'article 12, 2^o.

§ 4. Toute autorisation délivrée conformément au présent arrêté expire de plein droit si la mise en exploitation de la conduite directe n'est pas réalisée dans un délai de cinq ans prenant cours à la date de l'autorisation délivrée par la CWaPE.

Art. 10. La CWaPE fixe la procédure, le délai et les conditions dans lesquelles elle peut imposer le démantèlement d'une conduite directe dont elle a refusé d'autoriser la régularisation sans préjudice de l'application d'une amende administrative.

CHAPITRE V. — Obligations du titulaire d'une autorisation

Art. 11. Le titulaire d'une autorisation informe la CWaPE de :

- 1^o toute modification des informations ayant donné lieu à l'autorisation de la conduite directe;
- 2^o tout projet de transfert de propriété ainsi que de mise en location ou en leasing de la conduite directe;
- 3^o toute modification notable de ses capacités techniques.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le cas échéant, le titulaire d'une autorisation adresse à la CWaPE copie de toute modification des statuts ainsi que du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui les a décidées.

Art. 12. Le titulaire d'une autorisation :

- 1^o assure l'exploitation de la conduite directe conformément aux dispositions applicables du règlement technique;
- 2^o prend toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de la sécurité de la conduite directe lors de sa construction, de son exploitation et de la cessation de l'exploitation.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 13. § 1^{er}. Les conduites établies sans autorisation avant le 11 février 2003 sont considérées comme régulières sans autre formalité à accomplir.

§ 2. Les conduites établies sans autorisation entre le 11 février 2003 et le 11 décembre 2004 sont déclarées gratuitement à la CWaPE, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté, sous peine d'amendes administratives conformément aux articles 47 à 49 du décret du 19 décembre 2002, cette déclaration entraîne la régularisation automatique de la conduite concernée.

§ 3. Les conduites directes ayant fait l'objet, entre le 11 décembre 2004 et le 12 juin 2015, d'un avis positif de la CWaPE transmis au Ministre selon l'article 29 du décret tel qu'alors en vigueur sont qualifiées de régulières.

§ 4. Les conduites établies sans autorisation postérieurement au 11 décembre 2004 sont déclarées à la CWaPE, en vue d'une procédure de régularisation, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté, sous peine d'amendes administratives conformément aux articles 47 à 49 du décret du 19 décembre 2002. Le déclarant paye la redevance visée à l'article 5, § 2.

Art. 14. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205225]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über Gas-Direktleitungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 29 § 2, abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015;

Aufgrund der am 11. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme CD-18111-CWaPE-1822 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie");

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 16. Oktober 2018;

Aufgrund des am 20. Mai 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 20. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme Nr. 18.10 des Pools "Energie";

In der Erwägung, dass der Begriff der Direktleitung eine Ausnahme von der Verpflichtung des Anschlusses an das Netz darstellt, und dass das vorrangige Ziel einer Direktleitung nicht die Ausschaltung oder die Verringerung der bestehenden Netzanschlusskapazität sein kann;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 19. Dezember 2002: das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° Antragsteller: jede natürliche oder juristische Person, die bei der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - "CWaPE") einen Antrag zwecks des Baus einer Direktleitung oder der Regularisierung einer bestehenden Direktleitung einreicht;

3° einzelner Produktionsstandort: der Produktionsstandort, der entweder

a) nicht an das Verteilernetz oder das Transportnetz angeschlossen ist, oder

b) eine Verstärkung des bestehenden Anschlusses oder des Verteiler- bzw. Transportnetzes erfordert, oder

c) auf demselben Gelände gelegen ist wie der Kunde, den er mit Gas versorgt oder versorgen soll;

4° einzelner Kunde: der Kunde, der nicht an das Verteilernetz angeschlossen ist, oder der eine Verstärkung des bestehenden Anschlusses oder des Verteiler- oder Transportnetzes benötigt, oder der auf demselben Gelände gelegen ist wie der Produktionsstandort, der ihn mit Gas versorgt oder versorgen soll;

5° Speicherunternehmen: das Gasunternehmen, das eine Speicheranlage besitzt oder betreibt;

6° Speicheranlage: eine Anlage, die für die Speicherung von Erdgas oder von mit Erdgas kompatibelem Gas unter gasförmiger oder flüssiger Form benutzt wird, mit Ausnahme des Teils, der für Produktions-, Verteilungs- oder Transportaktivitäten benutzt wird.

KAPITEL II — Gewährungskriterien

Art. 2 - Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, ist er in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums wohnhaft und hat er dort tatsächlich seinen Wohnsitz, und zwar sowohl bei der Einreichung des Antrags als auch nach der Gewährung der Genehmigung zum Bau der Direktleitung.

Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, ist diese gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines der in Absatz 1 erwähnten Staaten gebildet und verfügt sie in Belgien oder in einem dieser Staaten über eine Zentralverwaltung, eine Hauptniederlassung oder einen Gesellschaftssitz, deren bzw. dessen Tätigkeit in tatsächlicher und dauerhafter Verbindung mit der belgischen Wirtschaft oder der Wirtschaft eines der vorerwähnten Staaten steht.

Art. 3 - § 1. Sowohl bei der Einreichung des Antrags als auch nach der Gewährung der Genehmigung zum Bau der Direktleitung verfügt jeder Antragsteller über ausreichende technische Kapazitäten für die Ausübung der im Antrag angeführten Aktivitäten. Die Direktleitung unterliegt den anwendbaren Vorschriften der technischen Regelung.

§ 2. Um die Überprüfung seiner technischen Kapazitäten zu ermöglichen, legt der Antragsteller folgende Dokumente vor:

1° eine Beschreibung der für den Bau und den Betrieb der Direktleitung in Aussicht genommenen technischen Mittel sowie die vorgesehene Betriebsdauer;

2° die gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung eingesetzten Mittel, insbesondere um die Sicherheit der Direktleitung zu gewährleisten;

3° jedes sonstige Dokument, das beweist, dass er über ausreichende technische Kapazitäten für die Ausübung der im Antrag angeführten Aktivitäten verfügt; diese Dokumente werden vom Antragsteller auf eigene Initiative oder auf Antrag der CWaPE vorgelegt.

§ 3. Wenn er vorhat, sich unterstützen zu lassen oder den Betrieb der Direktleitung an Subunternehmer zu vergeben, übermittelt der Antragsteller der CWaPE die Abschrift des mit der betreffenden natürlichen bzw. juristischen Person abgeschlossenen Vertrags.

Der Vertragspartner des Antragstellers erbringt die in § 1 und § 2 erwähnten Beweise.

§ 4. Der Antragsteller oder dessen Unterauftragnehmer sichert sich gegen die mit der neuen Direktleitung verbundenen Haftpflichtrisiken auf der Grundlage der durch die Versicherungsunternehmen allgemein angewandten Kriterien ab.

Art. 4 - § 1. Der Antragsteller rechtfertigt den Bau einer Direktleitung oder die Regularisierung einer Direktleitung mittels einer begründeten Mitteilung, in der seine Lage und die Argumente angegeben werden, durch die bestätigt werden kann, dass die Direktleitung die Bedingungen nach § 2 und § 3 erfüllt.

§ 2. Der Antragsteller beweist, dass die Direktleitung, für die er eine Genehmigung beantragt, entweder

1° eine Leitung für Erdgas oder für ein mit Erdgas kompatibles Gas ist, die einen einzelnen Produktionsstandort mit einem einzelnen Kunden verbindet, oder

2° eine Leitung für Erdgas oder für ein mit Erdgas kompatibles Gas ist, die es einem Gaserzeuger oder einem Speicherunternehmen ermöglicht, seine eigenen Betriebsstätten, Tochterunternehmen, verbundenen Gesellschaften und Kunden direkt zu versorgen.

§ 3. Zusätzlich zu der in Paragraph 2 genannten Bedingung begründet der Antragsteller, dass die Direktleitung einer der folgenden Annahmen entspricht:

1° die Direktleitung befindet sich vollständig an ein und demselben Standort, der aus einem oder mehreren angrenzenden Grundstücken besteht, wenn der Antragsteller Inhaber dinglicher Rechte an dem Standort und der Leitung während der durch die CWaPE genehmigten tatsächlichen Abschreibungsdauer der Erzeugungsanlage ist, oder

2° dem Antragsteller wurde der Zugang zum Netz verweigert oder er verfügt nicht über ein Angebot zum Anschluss an das öffentliche Netz zu technisch und wirtschaftlich sinnvollen Bedingungen, oder

3° die Direktleitung ist an ein genehmigtes geschlossenes Unternehmensnetz angeschlossen.

Es wird davon ausgegangen, dass eine Direktleitung im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 technisch und wirtschaftlich sinnvoll ist, wenn sie einer der folgenden Annahmen entspricht:

1° die Direktleitung überschreitet nicht die Hälfte der Länge der benötigten Rohrleitungen zum Anschluss eines einzelnen Endkunden an das Verteilernetz, wenn einerseits die Länge der vorerwähnten Rohrleitungen mindestens fünfhundert Meter beträgt und andererseits diese Leitung auf einem oder mehreren angrenzenden Grundstücken verlegt ist, an denen der Antragsteller Inhaber eines dinglichen Rechts ist, wobei diese Grundstücke gegebenenfalls durch ein öffentliches Gebiet durchquert werden können;

2° die Kosten der Direktleitung, die durch einen für ehrlich und wahrhaftig erklärten Kostenvoranschlag bescheinigt werden, sind mindestens fünfzig Prozent billiger als die im Angebot des Netzbetreibers erwähnten Kosten des Netzanschlusses, gegebenenfalls - was Letzteren angeht - einschließlich der Kosten für die Erweiterung des Netzes, denen die sich daraus ergebenden Überkosten, um die Einspeisung in Übereinstimmung mit den Spezifikationen des Netzes zu ermöglichen, zuzufügen sind, und die Direktleitung ist auf einem oder mehreren angrenzenden Grundstücken verlegt, an denen der Antragsteller Inhaber eines dinglichen Rechts ist, wobei diese Grundstücke gegebenenfalls durch ein öffentliches Gebiet durchquert werden können;

3° es handelt sich um eine Direktleitung, für die der Netzbetreiber mittels einer begründeten Mitteilung feststellt, dass der Netzanschluss technisch nicht sinnvoll ist.

In Bezug auf Absatz 2 Ziffer 2 werden die Zuschüsse und die sonstigen eventuellen Vorteile, die im Angebot des Netzbetreibers enthalten sind, nicht berücksichtigt, um dieses Angebot mit den Bruttokosten der Direktleitung zu vergleichen.

Wenn die Einrichtung einer Direktleitung nach Absatz 2 das Durchqueren eines öffentlichen Gebiets erfordert, dann verfügt der Antragsteller über die von der betreffenden zuständigen Behörde ausgestellte Genehmigung, öffentlichen Grund zu nutzen. Gegebenenfalls wird diese Genehmigung den in Artikel 3 § 2 vorliegenden Erlasses genannten Dokumenten beigelegt.

§ 4. Folgende Fälle werden nicht als Direktleitung betrachtet und erfordern daher keine Genehmigung:

1° die in Eigenzeugungssituation erforderliche Leitung, wenn der Erzeuger Inhaber dinglicher Rechte an dem gesamten durch die Leitung durchquerten, aus angrenzenden Grundstücken bestehenden Standort ist, einschließlich der Situationen mit Drittinvestoren oder im Falle der Vermietung der Erzeugungsanlage;

2° ein zeitweiliger Anschluss, der sechs Monate nicht überschreitet.

§ 5. Wenn die Bezeichnung als Direktleitung auf eine Aufteilung des in Paragraph 4 Ziffer 1 erwähnten Eigenzeugungsstandorts oder eine Spaltung des diesbezüglichen Eigentumsrechts zugunsten mehrerer natürlichen oder juristischen Personen zurückzuführen ist, schickt der Eigentümer der Direktleitung oder der Inhaber eines dinglichen Rechts an dieser Direktleitung der CWaPE binnen einer Frist von drei Monaten ab der Aufteilung oder der Spaltung des Eigentumsrechts einen Antrag auf Beibehaltung der Direktleitung zu. Dem Antrag wird eine Mitteilung beigelegt, die beweist, dass die Aufteilung oder die Spaltung, die zur Bezeichnung als Direktleitung geführt hat, durch wirtschaftliche oder strategische Erwägungen gerechtfertigt ist, die sich von den sich aus der Anwendung von § 4 Ziffer 1 ergebenden Vorteilen unterscheiden.

KAPITEL III — *Gewährungsverfahren*

Art. 5 - § 1. Der Genehmigungsantrag bezüglich des Baus einer neuen Direktleitung oder der Regularisierung einer bestehenden Direktleitung wird in einem Exemplar per Einschreiben zugeschickt oder am Sitz der CWaPE gegen Aushändigung einer Empfangsbescheinigung abgegeben und ggf. per E-Mail gesendet.

Seinem Antrag fügt der Antragsteller alle Dokumente bei, die bescheinigen, dass er den in Kapitel II erwähnten Gewährungskriterien genügt.

§ 2. Bei der Einreichung des Antrags zahlt der Antragsteller eine Gebühr in Höhe von 500 Euro auf das Konto der CWaPE ein. Der Betrag wird auf der Grundlage des Indexes der Verbraucherpreise jährlich angepasst, indem er mit dem Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember des Kalenderjahres vor dem Datum der Einreichung des Antrags multipliziert, und durch den Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember 2018 geteilt wird.

Art. 6 - § 1. Die CWaPE prüft nach, ob sie über alle zur Untersuchung des Antrags erforderlichen Dokumente verfügt, und schickt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung.

Wenn der Antrag vervollständigt werden muss, setzt die CWaPE den Antragsteller per Einschreiben innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Empfang des Antrags davon in Kenntnis. Sie gibt die erwünschten zusätzlichen Informationen an und legt eine unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist fest, die - außer bei einer ordnungsgemäß begründeten und von der CWaPE angenommenen Rechtfertigung - einundzwanzig Tage nicht überschreiten darf, innerhalb deren der Antragsteller aufgefordert wird, seinen Antrag zu vervollständigen.

§ 2. Die CWaPE prüft auf der Grundlage der in Kapitel II erwähnten Kriterien nach, ob der Antrag zulässig ist.

Wenn die CWaPE den Antrag für unzulässig erachtet, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags oder der in Anwendung des § 1 erhaltenen zusätzlichen Dokumente per Einschreiben davon in Kenntnis. Sie gibt die Gründe an, aus denen sie den Antrag für ungerechtfertigt erachtet, und legt eine unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist von höchstens dreißig Tagen fest, innerhalb deren der Antragsteller seine Bemerkungen, Begründungen oder jegliche andere zusätzliche Information per Einschreiben zustellen kann. Die CWaPE hört den Antragsteller an, falls dieser es beantragt.

Art. 7 - Wenn der Antrag in der in Artikel 4 § 3 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Annahme für zulässig erklärt wird, konsultiert die CWaPE den Netzbetreiber, der nachprüft, ob es keine anderen technisch und wirtschaftlich sinnvollen Möglichkeiten gibt. Der Netzbetreiber übermittelt seine Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des von der CWaPE zugestellten Antrags auf Stellungnahme.

Die CWaPE stellt dem Antragsteller ihren Beschluss zur Genehmigung oder zur Ablehnung der Direktleitung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum des Empfangs des Antrags oder ggf. der in Artikel 6 erwähnten zusätzlichen Dokumente, Bemerkungen und Begründungen zu.

Die CWaPE setzt die Verwaltung und den Netzbetreiber von ihrem Beschluss in Kenntnis.

Die Genehmigung wird für die Dauer des Betriebs der Direktleitung ausgestellt.

KAPITEL IV — *Überprüfung, Entzug, Abbau*

Art. 8 - § 1. Jede Änderung einer durch die CWaPE genehmigten Direktleitung ist Gegenstand eines Antrags auf Überprüfung der Genehmigung, sofern die Änderung Folgendes betrifft:

1° eine bedeutende Änderung der Trasse;

2° eine Erhöhung des maximalen Betriebsdrucks oder der Nennleistung;

3° eine bedeutende Änderung der Verlegungsart (ober- oder unterirdisch), der Träger oder der Anzahl, der Art oder des Querschnitts der Leitungen;

4° eine in Artikel 11 erwähnte Situation.

§ 2. Der Antrag bezüglich der Änderung wird gemäß den Bestimmungen des Kapitels III mit Ausnahme von Artikel 5 § 2 eingereicht und bearbeitet.

Wenn der Antrag auf Überprüfung jedoch ein in Artikel 11 Absatz 1 Ziffer 2 genanntes Element betrifft, wird das in Artikel 7 Absatz 1 beschriebene Verfahren der Konsultierung des Netzbetreibers durch eine einfache Mitteilung der CWaPE an diesen Netzbetreiber ersetzt.

Art. 9 - § 1. Die mit der Genehmigung verbundenen Rechte enden, wenn diese entzogen wird:

1° entweder wegen Verfalls, oder

2° wegen Verzichts des Inhabers.

§ 2. Wenn die CWaPE feststellt, dass die in der Genehmigung erwähnten Bedingungen oder die in Kapitel V erwähnten Verpflichtungen des Inhabers nicht erfüllt werden, mahnt sie den Genehmigungsinhaber per Einschreiben dazu, diesen Bedingungen bzw. Verpflichtungen nachzukommen und ihr eine Akte mit den Beweisstücken innerhalb einer Frist von neunzig Tagen zu übermitteln.

Nach Empfang der besagten Akte oder mangels dessen nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist entscheidet die CWaPE über den möglichen Entzug der Genehmigung oder die Anpassung der Bedingungen der Genehmigung.

§ 3. Jeder Antrag auf Verzicht auf die Genehmigung wird der CWaPE übermittelt, die innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags entscheidet. Die Annahme des Antrags hängt von der Durchführung der in Artikel 12 Ziffer 2 erwähnten Maßnahmen ab.

§ 4. Jede gemäß dem vorliegenden Erlass ausgestellte Genehmigung läuft von Rechts wegen aus, wenn die Direktleitung nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem Datum der durch die CWaPE ausgestellten Genehmigung in Betrieb genommen wird.

Art. 10 - Die CWaPE legt das Verfahren, die Frist und die Bedingungen fest, unter denen sie den Abbau einer Direktleitung, deren Regularisierung sie verweigert hat, auferlegen kann, unbeschadet der Erhebung einer administrativen Geldbuße.

KAPITEL V — *Verpflichtungen des Inhabers einer Genehmigung*

Art. 11 - Der Inhaber einer Genehmigung informiert die CWaPE über:

1° jede Änderung der Informationen, auf deren Grundlage die Direktleitung genehmigt wurde;

2° jedes Projekt zur Eigentumsübertragung, sowie zur Vermietung bzw. zum Leasing der Direktleitung;

3° jede bedeutende Änderung seiner technischen Kapazitäten.

In dem unter Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Fall übermittelt der Inhaber der CWaPE ggf. eine Abschrift jeder Änderung der Satzungen sowie des Protokolls der außerordentlichen Generalversammlung, in der darüber entschieden wurde.

Art. 12 - Der Inhaber einer Genehmigung:

1° gewährleistet den Betrieb der Direktleitung gemäß den anwendbaren Bestimmungen der technischen Regelung;

2° trifft alle zur Gewährleistung der Sicherheit der Direktleitung erforderlichen Maßnahmen während deren Baus, deren Betriebs und der Betriebsaufgabe.

KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 13 - § 1. Leitungen, die vor dem 11. Februar 2003 ohne Genehmigung gebaut wurden, werden als ordnungsgemäß betrachtet, ohne dass weitere Formalitäten erfüllt werden müssen.

§ 2. Leitungen, die zwischen dem 11. Februar 2003 und dem 11. Dezember 2004 ohne Genehmigung gebaut wurden, werden unter Androhung von administrativen Geldbußen gemäß Artikel 47 bis 49 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses kostenlos der CWaPE gemeldet; diese Meldung führt zur automatischen Regularisierung der betreffenden Leitung.

§ 3. Direktleitungen, die zwischen dem 11. Dezember 2004 und dem 12. Juni 2015 Gegenstand einer günstigen Stellungnahme der CWaPE nach Artikel 29 des Dekrets in seiner damals gültigen Fassung gewesen sind, werden als ordnungsgemäß bezeichnet.

§ 4. Leitungen, die nach dem 11. Dezember 2004 ohne Genehmigung gebaut wurden, werden unter Androhung von administrativen Geldbußen gemäß Artikel 47 bis 49 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses der CWaPE gemeldet, zwecks der Einleitung eines Regularisierungsverfahrens. Der Anmelder zahlt die Gebühr nach Artikel 5 § 2.

Art. 14 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205225]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de directe gasleidingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, artikel 29, § 2, gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015;

Gelet op het advies nr. CD-1811-CWaPE-1822 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), gegeven op 11 december 2018;

Gelet op het rapport van 16 oktober 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 20 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies 18.10 van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 20 december 2018;

Overwegende dat het begrip directe leiding een uitzondering is ten opzichte van de verplichting tot aansluiting op het net en dat de eerste doelstelling van een directe lijn niet de afschaffing, noch de vermindering van het bestaande aansluitingsvermogen mag zijn;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het gasdecreet van 19 december 2002 : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° aanvrager : elke natuurlijke of rechtspersoon die een aanvraag heeft ingediend bij de "CWaPE", met het oog op de bouw van een directe leiding of van een regularisatie van een bestaande directe leiding;

3° geïsoleerde productielocatie : de productielocatie die:

a) ofwel niet aangesloten is op het distributienet of op het transmissienet;

b) ofwel een versterking van de bestaande aansluiting of van het distributienet of transmissienet vereist;

c) ofwel gelegen is op dezelfde locatie als de afnemer die ze van gas voorziet of moet voorzien;

4° geïsoleerde afnemer : de afnemer die niet aangesloten is op het distributienet of die een versterking van de bestaande aansluiting vereist of die gelegen is op dezelfde locatie als de productielocatie die hem van gas voorziet of moet voorzien;

5° opslagbedrijf : het gasbedrijf dat een opslaginstallatie bezit of uitbaat;

6° opslaginstallatie : een installatie die wordt gebruikt voor de opslag van aardgas of van een met aardgas compatibel gas in gasvormige of vloeibare vorm, met uitzondering van het deel dat wordt gebruikt voor productie-, distributie- of transportactiviteiten.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningscriteria*

Art. 2. De aanvrager, natuurlijke persoon, is zowel bij de indiening van de aanvraag als na de toekenning van de vergunning voor de bouw van de directe leiding, woonachtig in België of in een andere Lidstaat van de Europese Economisch Ruimte of verblijft er daadwerkelijk.

Als de aanvrager een rechtspersoon is, is hij opgericht overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van één van de in het eerste lid bedoelde Staten en beschikt hij in België of in één van die Staten over een centrale administratie, een hoofdinstelling of een maatschappelijke zetel waarvan de activiteit een daadwerkelijke en continue band heeft met de Belgische economie of met de economie van één van voornoemde Staten.

Art. 3. § 1. Elke aanvrager beschikt zowel bij de indiening van de aanvraag als na vergunning voor de bouw van een directe leiding over voldoende technische capaciteiten voor de uitoefening van de in de aanvraag bedoelde activiteiten. De directe leiding wordt onderworpen aan de op het technisch reglement toepasselijke voorschriften.

§ 2. Om de verificatie van zijn technische capaciteiten mogelijk te maken, verstrekt de aanvrager de volgende documenten :

1° een omschrijving van de technische middelen die overwogen worden voor de bouw en de exploitatie van de directe leiding alsook de overwogen exploitatieduur;

2° de overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement uitgevoerde middelen om de zekerheid van de directe leiding te waarborgen;

3° ieder ander document waarmee hij kan bewijzen dat hij over de voldoende technische capaciteiten beschikt voor de uitoefening van de in de aanvraag bedoelde activiteiten; die documenten worden op eigen initiatief door de aanvrager of op aanvraag van de "CWaPE" afgegeven.

§ 3. Indien hij van plan is zich te laten bijstaan of de exploitatie van de directe lijn uit te besteden, maakt de aanvrager de "CWaPE" het afschrift van het met rechtspersoon of de natuurlijke persoon gesloten contract over.

De medecontractant van de aanvrager verschaft de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bewijselementen.

§ 4. De aanvrager of zijn onderaannemer gaan een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid aan voor de nieuwe directe leiding op grond van de criteria die algemeen door de verzekeringsmaatschappijen toegepast worden.

Art. 4. § 1. De aanvrager rechtvaardigt de bouw van een directe leiding of de regularisatie van een directe leiding via een gemotiveerde nota met vermelding van zijn toestand en de argumenten waarmee kan worden bewezen dat de directe leiding de in de paragrafen 2 en 3 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 2. De aanvrager toont aan dat de directe leiding waarvoor hij een vergunning aanvraagt :

1° ofwel een leiding voor aardgas of voor een met aardgas compatibel gas is, die een geïsoleerde productielocatie met een geïsoleerde afnemer verbindt;

2° ofwel een leiding voor aardgas of voor een met aardgas compatibel gas is, die een gasproducent of opslagbedrijf in staat stelt rechtstreeks te leveren aan zijn eigen inrichtingen, dochterondernemingen, gelieerde vennootschappen en afnemers.

§ 3. Naast de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarde moet de aanvrager aantonen dat de directe leiding aan één van de volgende hypothesen voldoet:

1° ofwel de directe leiding bevindt zich integraal op eenzelfde site, bestaande uit één of meerdere aangrenzende terreinen, wanneer de aanvrager houder is van zakelijke rechten op bedoelde site en de leiding tijdens de werkelijke afschrijvingsduur van de productie-of opslaginstallatie zoals goedgekeurd door de "CWaPE";

2° ofwel de toegang tot het net is aan de aanvrager geweigerd of hij beschikt niet over een aansluitingsaanbod op het openbaar net onder redelijke technische of economische voorwaarden;

3° ofwel de directe leiding is aangesloten op een toegelaten privaat net of gesloten professioneel net.

Een directe leiding wordt als technisch of economisch redelijk beschouwd in de zin van het eerste lid, 2°, wanneer ze met één van de volgende hypothesen overeenstemt:

1° de directe leiding is niet langer dan de helft van de lengte van de kabel vereist om een geïsoleerde eindafnemer aan te sluiten op het distributienet wanneer de lengte van bedoelde kabels minstens vijfhonderd meter in totaal is en wanneer die leiding aangelegd is op één of meerdere aangrenzende terreinen, waarop de aanvrager een zakelijk recht heeft, en die, in voorkomend geval, door het openbaar domein worden doorkruist;

2° de kosten van de directe leiding, bevestigd met een voor waar en oprecht verklaarde kostenraming, zijn minstens 50 % goedkoper dan de kosten van de aansluiting op het net die vermeld zijn in het aanbod van de netbeheerder, met inbegrip van, voor deze laatste en, in voorkomend geval, de bijdrage in de kosten van de uitbreiding van het net, vermeerderd met de extra kosten die worden gemaakt om injectie overeenkomstig de specificaties van het net mogelijk te maken, en de leiding is aangelegd op een of meerdere aangrenzende terreinen, waarop de aanvrager een zakelijk recht heeft, en die, in voorkomend geval, door het openbaar domein worden doorkruist;

3° de directe leiding waarvoor de netbeheerder met een gemotiveerde nota vaststelt dat de aansluiting op het net technisch gezien onredelijk is.

Met betrekking tot het tweede lid, 2°, wordt geen rekening gehouden met de subsidies en andere eventuele voordelen die in het aanbod van de netbeheerder vervat zijn, om bedoeld aanbod met de bruto kosten van de directe leiding te vergelijken.

Wanneer de inrichting van een in het tweede lid bedoelde directe leiding het doorkruisen van het openbaar domein vereist, beschikt de aanvrager over de door de betrokken bevoegde overheid afgegeven vergunning voor het gebruik van het openbaar domein. In voorkomend geval wordt die vergunning gevoegd bij de documenten bedoeld in artikel 3, § 2, van dit besluit.

§ 4. Als directe leiding wordt niet beschouwd en vereist dus geen vergunning:

1° de in geval van autoproductie vereiste leiding wanneer de producent houder is van zakelijke rechten op de hele site, bestaande uit aangrenzende terreinen, waardoor bedoelde leiding heen gaat, met inbegrip van de toestanden van derde investeerders of van verhuring van de productie-installatie;

2° de tijdelijk aansluiting van hoogstens 6 maanden.

§ 5. Wanneer de kwalificatie van directe leiding uit de splitsing van de in paragraaf 4, 1°, bedoelde autoproduktiesite voortvloeit of van een verdeling van het eigendomsrecht op die site ten gunste van verschillende natuurlijke of rechtspersonen, wordt een aanvraag om handhaving van de directe leiding door de eigenaar ervan of door de houder van een zakelijk recht op die leiding aan de "CWaPE" overgemaakt binnen een termijn van 3 maanden na de splitsing of de verdeling van het eigendomsrecht. De aanvraag gaat vergezeld van een nota waarin wordt bewezen dat de splitsings- of verdelingsverrichtingen die de kwalificatie van de directe leiding als gevolg hebben gehad, gerechtvaardigd worden door economische of strategische overwegingen die afzonderlijk zijn van de voordelen voortvloeiend uit de toepassing van paragraaf 4, 1°.

HOOFDSTUK III. — *Toekenningsprocedure*

Art. 5. § 1. De vergunningsaanvraag betreffende de bouw van een nieuwe directe leiding of de regularisatie van een bestaande directe leiding wordt in één exemplaar bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs bij de zetel van de "CWaPE" en, in voorkomend geval, per mail gezonden.

De aanvrager voegt bij de aanvraag alle documenten waaruit blijkt dat hij voldoet aan de in hoofdstuk 2 bedoelde toekenningscriteria.

§ 2. Bij de indiening van de aanvraag stort de aanvrager op de rekening van de "CWaPE" een bijdrage van 500 euro die jaarlijks geïndexeerd wordt op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen door ze te vermenigvuldigen met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het kalenderjaar vóór de datum van indiening van de aanvraag en door ze te delen door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december 2018.

Art. 6. § 1. De "CWaPE" gaat na of ze alle documenten die nodig zijn voor het onderzoek van de aanvraag bezit en stuurt een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Indien de aanvraag ingevuld moet worden, informeert de "CWaPE" de aanvrager daarvan bij aangetekend schrijven binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag. Ze bepaalt de verlangde aanvullende inlichtingen en stelt een termijn vast die zonder door de "CWaPE" behoorlijk gemotiveerde en aangenomen rechtvaardiging niet éérentwintig dagen mag overschrijden op straffe van verval van aanvraag; binnen die termijn wordt de aanvrager erom verzocht om zijn aanvraag in te vullen.

§ 2. Op basis van de in hoofdstuk 2 bedoelde criteria gaat de "CWaPE" na of de aanvraag ontvankelijk is.

Wanneer de "CWaPE" acht dat de aanvraag onontvankelijk is, informeert ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag of van de overeenkomstig § 1 ingewonnen aanvullende informatie. Ze bepaalt de redenen waarvoor ze van mening is dat aanvraag niet gerechtvaardigd wordt en stelt een termijn van hoogstens 30 dagen vast op straffe van verval van de aanvraag, waarin de aanvrager bij aangetekend schrijven zijn opmerkingen, rechtvaardigingen of elke andere aanvullende informatie kan verstrekken. De "CWaPE" hoort de aanvrager die erom verzoekt.

Art. 7. Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, raadpleegt de "CWaPE", in het geval bedoeld in artikel 4, § 3, eerste lid, 2°, de netbeheerder die nagaat of er geen andere alternatieven zijn die technisch en economisch redelijk zijn. De netbeheerder betekent zijn advies binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag van de "CWaPE".

De "CWaPE" betekent bij aangetekend schrijven haar beslissing tot machtiging of weigering van de directe leiding aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de in artikel 6 bedoelde aanvullende informatie, opmerkingen en rechtvaardigingen.

De "CWaPE" informeert het bestuur en de netbeheerder over haar beslissing.

De vergunning wordt voor de duur van de exploitatie van de directe leiding afgeleverd.

HOOFDSTUK IV. — *Herziening, intrekking, ontmanteling*

Art. 8. § 1. Elke wijziging van een door de "CWaPE" toegelaten directe leiding maakt het voorwerp uit van een aanvraag tot herziening van de vergunning voor zover de wijziging wat volgt betreft :

1° een aanzienlijke verandering van het tracé;

2° een verhoging van de maximale bedrijfsdruk of van het nominaal debiet;

3° een aanzienlijke wijziging van de bovengrondse of ondergrondse installatiewijze, dragers of van het aantal, van de aard of de doorsnede van de leidingen;

4° een in artikel 11 bedoelde toestand.

§ 2. De aanvraag betreffende de wijziging wordt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3, met uitzondering van artikel 5, § 2, ingediend en behandeld.

Wanneer de aanvraag tot herziening echter betrekking heeft op een in artikel 11, eerste lid, 2°, bedoeld element, wordt de procedure voor de raadpleging van de in artikel 7, eerste lid, bedoelde netbeheerder vervangen door een eenvoudige kennisgeving door de "CWaPE" aan laatstgenoemde.

Art. 9. § 1. De aan de vergunning gebonden rechten vervallen bij intrekking van die hoedanigheid wegens:

1° verval;

2° afstand van de houder.

§ 2. Wanneer de "CWaPE" vaststelt dat de voorwaarden vermeld in de vergunning of de in hoofdstuk 5 bedoelde verplichtingen van de houder niet vervuld worden, maant ze de houder van de vergunning bij aangetekend schrijven aan om zich aan te passen aan die voorwaarden of verplichtingen en om haar een dossier met de bewijsstukken binnen negentig dagen over te maken.

Na ontvangst van dit dossier of, bij gebrek daaraan, na afloop van de in het eerste lid bedoelde termijn beslist de "CWaPE" over de eventuele intrekking van de vergunning of de aanpassing van de voorwaarden van de vergunning.

§ 3. Elke aanvraag om afstand van de vergunning wordt aan de "CWaPE" gericht, die binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag beslist. Haar aanvaarding wordt onderworpen aan de uitvoering van de in artikel 12, 2°, vereiste maatregelen.

§ 4. Elke vergunning die overeenkomstig dit besluit wordt verleend, vervalt van rechtswege indien de exploitatie van de directe leiding niet wordt uitgevoerd binnen een termijn van vijf jaar die begint te lopen op de dag van de door de "CWaPE" verleende vergunning.

Art. 10. De "CWaPE" bepaalt de procedure, de termijn en de voorwaarden voor het opleggen van de ontmanteling van een directe leiding waarvan ze de regularisatie heeft geweigerd, onverminderd de toepassing van een administratieve boete.

HOOFDSTUK V. — *Verplichtingen van de houder van een vergunning*

Art. 11. De houder van een vergunning informeert de "CWaPE" over :

1° elke wijziging van de informatie die aanleiding heeft gegeven tot de vergunning van de directe leiding;

2° elk project van overdracht van eigendom alsook de verhuring of de leasing van de directe leiding;

3° elke belangrijke wijziging van zijn technische capaciteiten.

In het in het eerste lid, 1°, bedoelde geval richt de houder van een vergunning de "CWaPE", in voorkomend geval, een afschrift van elke wijziging van de statuten alsook van het proces-verbaal van de buitengewone algemene vergadering die ze heeft besloten.

Art. 12. De houder van een vergunning :

1° zorgt voor de exploitatie van de directe leiding overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het technisch reglement;

2° treft alle maatregelen die nodig zijn voor de handhaving van de zekerheid van de directe leiding bij haar bouw, tijdens haar exploitatie en aan het einde van de exploitatie.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. § 1. De leidingen die vóór 11 februari 2003 en zonder vergunning zijn gebouwd, worden als regelmatig beschouwd zonder geen andere formaliteit te moeten vervullen.

§ 2. De leidingen die zonder vergunning tussen 11 februari 2003 en 11 december 2004 zijn gebouwd, worden uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit aan de "CWaPE" kosteloos aangegeven op straffe van administratieve boetes overeenkomstig de artikelen 47 tot 49 van het decreet van 19 december 2002; die aangifte heeft de automatische regularisatie van de betrokken leiding als gevolg.

§ 3. De directe leidingen die tussen 11 december 2004 en 12 juni 2015 het voorwerp hebben uitgemaakt van een positief advies van de "CWaPE", dat overeenkomstig artikel 29 van het toen geldende besluit aan de Minister is toegezonden, worden als regelmatig aangemerkt.

§ 4. De leidingen die zonder vergunning na 11 december 2004 zijn gebouwd, worden uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit met het oog op een regularisatieprocedure aan de "CWaPE" aangegeven en op straffe van administratieve boetes overeenkomstig de artikelen 47 tot 49 van het decreet van 19 december 2002. De aangever is de in artikel 5, § 2, bedoelde bijdrage verschuldigd.

Art. 14. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering:
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205176]

22 MAI 2019. — Arrêté ministériel établissant les dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées par le Service public de Wallonie - Economie, Emploi et Recherche en matière de formation professionnelle agricole et modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2016 relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;